

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), FATOUMATA KABORE, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Princeville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 9 juin 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE PRINCEVILLE,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE PRINCEVILLE (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE PRINCEVILLE au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE PRINCEVILLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S13, S14, S23, et portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Groupe RDL Thetford/Plessis inc., Société de comptables professionnels agréés

Par : Michaël Bellemare, CPA auditeur

Plessisville, 2025-06-09

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	9 870 285	9 827 429	9 220 326
Compensations tenant lieu de taxes	2	92 060	91 771	83 784
Quotes-parts	3			
Transferts	4	8 795 790	7 056 993	3 702 760
Services rendus	5	973 100	1 044 341	1 071 393
Imposition de droits	6	352 000	271 204	386 849
Amendes et pénalités	7	156 400	115 023	146 182
Revenus de placements de portefeuille	8	163 000	114 982	211 107
Autres revenus d'intérêts	9	25 200	49 808	37 422
Autres revenus	10	500	37 865	310 226
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	20 428 335	18 609 416	15 170 049
Charges				
Administration générale	14	2 550 228	2 383 990	2 244 298
Sécurité publique	15	2 234 268	2 143 824	2 062 101
Transport	16	2 739 090	2 521 760	2 398 483
Hygiène du milieu	17	3 241 938	2 395 774	2 239 282
Santé et bien-être	18	159 848	270 037	124 813
Aménagement, urbanisme et développement	19	618 763	573 407	526 039
Loisirs et culture	20	3 061 430	3 089 251	2 849 800
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	769 100	739 509	528 530
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	15 374 665	14 117 552	12 973 346
Excédent (déficit) lié aux activités	25	5 053 670	4 491 864	2 196 703
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		43 520 049	41 323 346
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		43 520 049	41 323 346
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		48 011 913	43 520 049

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 640 048	2 098 826
Débiteurs (note 5)	2	12 626 996	9 717 626
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	86 299	76 600
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	51 425	
	8	15 404 768	11 893 052
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 438 474	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 977 829	1 835 014
Revenus reportés (note 11)	12	268 074	148 369
Dette à long terme (note 12)	13	19 968 374	15 662 020
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	38 652	37 526
	16	26 691 403	17 682 929
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(11 286 635)	(5 789 877)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	57 686 860	48 109 146
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 347 935	958 868
Stocks de fournitures	20	76 880	68 056
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	186 873	173 856
	23	59 298 548	49 309 926
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	48 011 913	43 520 049
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	48 011 913	43 520 049
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	48 011 913	43 520 049
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 053 670	4 491 864	2 196 703
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	16 807 975)(	12 187 141)(	5 623 150)
Produit de cession	3		35 496	
Amortissement	4		2 580 292	2 393 026
(Gain) perte sur cession	5		(6 361)	34 008
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(16 807 975)	(9 577 714)	(3 196 116)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(389 067)	15 858
Variation des stocks de fournitures	10		(8 824)	11 074
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(13 017)	(88 413)
	13		(410 908)	(61 481)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(11 754 305)	(5 496 758)	(1 060 894)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(5 789 877)	(4 728 983)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(5 789 877)	(4 728 983)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(11 286 635)	(5 789 877)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 491 864	2 196 703
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 580 292	2 393 026
Autres			
▪ Réduction de valeur sur placements	3.1	15 896	27 378
▪ Perte (gain) en capital sur immobilisation et reclassement	3.2	(6 361)	34 008
	4	7 081 691	4 651 115
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(2 909 370)	(2 475 221)
Autres actifs financiers	6	(51 425)	3 059
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 143 941	605 113
Revenus reportés	8	119 705	102 937
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	(389 067)	15 858
Stocks de fournitures	11	(8 824)	11 074
Autres actifs non financiers	12	(13 017)	(88 413)
	13	4 973 634	2 825 522
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	12 187 141)(	5 623 150)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	35 496	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(12 151 645)	(5 623 150)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	25 595)(	25 595)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	(25 595)	(25 595)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 668 800	2 014 964
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 348 200)(	1 287 364)
Variation nette des emprunts temporaires	26	3 438 474	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(14 246)	(61 501)
Autres			
▪	28.1		
	29	7 744 828	666 099
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	541 222	(2 157 124)
Solde déjà établi	31	2 098 826	4 255 950
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	2 098 826	4 255 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 640 048	2 098 826

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est un organisme municipal régi par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S/O.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers, la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes sont constatées lorsque la municipalité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'il s'agit d'une opération ou d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements hautement liquides, facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, l'organisme municipal tient notamment compte des facteurs suivants :

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût;
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles;
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

La quote-part en assurances constitue une somme placée en fidéicomis visant à garantir le remboursement à l'assureur des indemnités prévues. Il n'y a aucun revenu généré par ce placement et aucune moins-value durable.

D) Passifs

Dettes à long terme

Les dettes à long terme sont comptabilisées au montant encaissé au moment de l'émission, ajustées de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds des droits sur les carrières et sablières sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 8-15-20-30-40 ans

Bâtiments : 15-30-40 ans

Véhicules : 5-10-20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5-10 ans

Machinerie, outillage et équipements divers : 5-10 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

F) Revenus

Revenus de transferts

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créiteurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) offerts par la ville sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations :

- Pour le passif constaté au 1^{er} janvier 2023 : sur la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles auxquelles les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rattachent. Leur amortissement peut également s'étendre sur la période comprise entre la fin de l'amortissement des immobilisations corporelles en question, qu'elles fassent encore ou non l'objet d'usage productif, et le début des travaux de mise hors service s'il est prévisible que la réalisation de ceux-ci soit différée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la ville détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la ville détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale - Revenus autres que les paiements de transfert et les recettes fiscales (chapitres SP 3400 et SP 3510)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

À compter du présent exercice, la municipalité a adopté les exigences du chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public autres que les paiements de transfert (SP 3410) et les recettes

fiscales (SP 3510).

L'adoption de ces nouvelles exigences n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés autre que la présentation de l'information financière aux états financiers de la municipalité.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 640 048	2 098 826
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 640 048	2 098 826
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 640 048	2 098 826
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 268 346	1 226 527
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Sommes affectées aux réserves financières et aux fonds réservés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	313 007	207 992
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	10 641 320	7 161 141
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 328 252	1 900 869
Organismes municipaux	13	15 150	13 655
Autres			
▪ Intérêts	14.1	105 975	117 150
▪ Contravention, mutation, locations et autres	14.2	223 292	316 819
	15	12 626 996	9 717 626
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	5 732 134	6 188 991
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	5 732 134	6 188 991
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		74 387
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	6 241 792	3 386 419
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	2 169 927	2 519 204
Ministère de la Culture et des Communications	25	29 050	29 506
Autres ministères/organismes	26	2 200 551	1 226 012
	27	10 641 320	7 161 141

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Informations supplémentaires sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Nom de la créance	Taux d'intérêt	Échéance	Solde
MELS F-2016-0085	3,30 %	2028	439 337 \$
PIQM-2008	Variant de 3.06 % à 3,24 %	2038	1 426 091 \$
TECQ 2009-2013	Variant de 3,72 % à 4,72 %	Variant de 2029 à 2033	185 999 \$
RIRL 2016-427	Variant de 4,57 % à 5,7 %	Variant de 2027 à 2028	127 800 \$
FEPTU	3,25 %	2039	383 916 \$
AIRRL 2016-317	Variant de 5,18 % à 5,7 %	2028	322 300 \$
AIRRL 2017-433	2,25 %	2030	455 197 \$
TECQ 2014-2018	Variant de 2,76 % à 4,07 %	Variant de 2035 à 2039	412 677 \$
TECQ 2019-2023	Variant de 2,47 % à 3,94 %	Variant de 2042 à 2043	805 917 \$
PAVL 2021-2024 - Redressement	4,11 %	2033	1 172 900 \$

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	86 299	76 600
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	86 299	76 600
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	51 425	
Autres			
▪	41.1		
	42	51 425	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville détient les trois emprunts temporaires suivants :

- L'emprunt bancaire autorisé au montant de 1 000 000 \$, porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable annuellement.
- L'emprunt temporaire autorisé au montant de 6 000 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable annuellement.
- L'emprunt temporaire autorisé au montant de 450 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel et est renouvelable annuellement.

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	828 116	786 542
Salaires et avantages sociaux	44	577 240	515 756
Dépôts et retenues de garantie	45	1 130 592	250 456
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts	47.1	116 835	100 064
▪ Organismes municipaux	47.2	3 510	14 757
▪ Gouvernement du Québec	47.3	260 576	157 301
▪ Gouvernement du Canada	47.4	60 960	10 138
	48	2 977 829	1 835 014

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Bibliothèque	54.1	23 508	27 836
▪ Projet artistique	54.2		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	20 381	
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Carrières et sablières	62.1	224 185	118 693
▪ Panneaux publicitaires	62.2		1 840
	63	268 074	148 369

Note**Variation des revenus reportés - Transferts et autres**

Solde au début	148 369 \$
Plus : Encaissements	121 992 \$
Moins : Utilisation	22 668 \$
Solde de fin	247 693 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,41	5,29	2040	2054	64	20 094 800	15 774 200
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	20 094 800	15 774 200
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(126 426)	(112 180)
					72	19 968 374	15 662 020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		2 267 700			2 267 700
2026	74		1 767 600			1 767 600
2027	75		3 536 200			3 536 200
2028	76		5 806 600			5 806 600
2029	77		6 716 700			6 716 700
2030 et plus	78					
	79		20 094 800			20 094 800
Intérêts et frais accessoires	80					
	81		20 094 800			20 094 800

Note

Les renouvellements des dettes prévus au cours des prochains exercices sont les suivants :

- 2025, capital à refinancer : 1 048 600 \$
- 2026, capital à refinancer : 591 300 \$
- 2027, capital à refinancer : 2 370 800 \$
- 2028, capital à refinancer : 4 941 500 \$
- 2029, capital à refinancer : 6 316 500 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	174 849
Régimes de retraite des élus municipaux	89	15 031
	90	189 880
		164 101
		17 964
		182 065

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	38 652
Autres		37 526
▪	93.1	
	94	38 652
		37 526
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	37 526
Passifs engagés	96	37 526
Passifs réglés	97	(4 529)
Charge de désactualisation ¹	98	5 655
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	38 652
		37 526

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le désamiantage de l'hôtel de ville. Les autres obligations liées à la mise hors service sont en lien avec un réservoir à carburant.

Évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les nouvelles obligations de mise hors service représentent un montant de 0 \$ en 2024 (37 526 \$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Principales hypothèses utilisées

Le désamiantage des bâtiments représente 32 067 \$ du passif total relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont un taux de 3 % d'actualisation, incluant l'inflation sur une période de 5 ans pour une composante et 50 ans pour l'autre composante. Les coûts estimés, avant actualisation, pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 119 822 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 232 351	653 805		8 886 156
Eaux usées	102	21 649 682	1 002 695		22 652 377
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	30 490 483	2 539 659		33 030 142
Autres					
▪ Autres	104.1	4 375 684	123 267	28 557	4 470 394
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	15 636 380	6 763 454	68 995	22 330 839
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 817 087	992 774	37 461	2 772 400
Ameublement et équipement de bureau	109	427 872	15 505	1 785	441 592
Machinerie, outillage et équipement divers	110	1 984 531	104 306	42 395	2 046 442
Terrains	111	917 736	280 463		1 198 199
Autres	112				
	113	85 531 806	12 475 928	179 193	97 828 541
Immobilisations en cours	114	1 174 840	(288 787)		886 053
	115	86 706 646	12 187 141	179 193	98 714 594
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	3 732 687	182 609		3 915 296
Eaux usées	117	10 663 725	484 725		11 148 450
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	13 724 769	1 026 175		14 750 944
Autres					
▪ Autres	119.1	2 301 660	195 613	21 728	2 475 545
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 092 522	392 452	48 543	5 436 431
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	1 266 166	158 412	35 607	1 388 971
Ameublement et équipement de bureau	124	345 195	25 541	1 785	368 951
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 470 776	114 765	42 395	1 543 146
Autres	126				
	127	38 597 500	2 580 292	150 058	41 027 734
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	48 109 146			57 686 860
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	1 399 360	958 868
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135	1 399 360	958 868
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	51 425	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	1 347 935	958 868

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	182 373	173 856
▪ Événements	143.2	4 500	
Autres			
▪	144.1		
	145	186 873	173 856

Note**19. Obligations contractuelles****Enlèvement de la neige**

La ville a signé un contrat de trois ans jusqu'en avril 2026 pour l'entretien des chemins d'hiver Secteur Nord. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 264 329 \$ (taxes nettes) et représente les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 168 209 \$ et 2026, 96 120 \$.

De plus, la ville a signé un contrat de trois ans jusqu'en avril 2026 pour l'entretien des chemins d'hiver Secteur Sud. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2024 est de 273 578 \$ (taxes nettes) et représente les versements suivants pour les deux prochains exercices : 2025, 174 097 \$ et 2026, 99 481 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dispositions des matières

La ville a signé un contrat pour l'enlèvement, le transport et l'enfouissement des déchets solides et des déchets volumineux pour les années 2023 à 2025 inclusivement. Pour la gestion des déchets solides, les versements estimatifs futurs sont de 335 429 \$ (taxes nettes). Le coût par tonne métrique, taxes nettes, est de 173,08 \$ pour 2025. Le nombre de tonnes estimé est de 1 850. Les versements estimatifs incluent un ajustement de carburant, estimé en fonction des données au 31 décembre 2024 et comparé aux données prévues à l'appel d'offres public.

Vidange, déshydratation, transport et disposition des boues

La ville a accordé un contrat de vidange, déshydratation, transport et disposition des boues des étangs de la station d'épuration des eaux usées selon deux scénarios. Le premier scénario implique que l'entrepreneur fournisse l'électricité pour un montant de 909 449 \$ (taxes nettes). Le deuxième scénario implique que la ville fournisse l'électricité pour un montant de 837 008 \$ (taxes nettes). Ce projet sera financé par la réserve financière pour la disposition des boues des étangs d'épuration des eaux usées.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes municipales et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités). L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixe, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variable. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement annuellement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Taux fixe : Dette à long terme : 20 094 800 \$ (15 774 200 \$ en 2023)

Taux variable : Trésorerie et équivalents de trésorerie : 2 640 048 \$ (2 098 825 \$ en 2023); Emprunts temporaires : 3 438 474 \$ (0 \$ en 2023)

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 18 470 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024.

27. Événements postérieurs à la date du bilan

En avril 2025, la digue d'une entreprise s'est effondrée et a entraîné l'affaissement d'une partie d'un rang de la Ville. La reconstruction de ce rang est requise. Selon la direction, cet événement n'aura pas d'impact sur la ville, car la responsabilité incombe à cette entreprise et que la couverture d'assurance est suffisante.

En mai 2025, la ville a vendu un immeuble pour un montant de 234 360 \$.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1	9 870 285	9 827 429		9 220 326
Compensations tenant lieu de taxes	2	92 060	91 771		83 784
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 108 970	1 126 376		842 249
Services rendus	5	973 100	1 044 341		1 071 393
Imposition de droits	6	352 000	271 204		386 849
Amendes et pénalités	7	156 400	115 023		146 182
Revenus de placements de portefeuille	8	163 000	114 982		211 107
Autres revenus d'intérêts	9	25 200	49 808		37 422
Autres revenus	10	500	13 896		95 176
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12	12 741 515	12 654 830		12 094 488
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15	7 686 820	5 930 617		2 860 511
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				93 176
Autres	18		23 969		121 874
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21	7 686 820	5 954 586		3 075 561
	22	20 428 335	18 609 416		15 170 049
Charges					
Administration générale	23	2 506 905	2 340 823	43 167	2 244 298
Sécurité publique	24	2 032 855	1 942 411	201 413	2 062 101
Transport	25	1 610 570	1 393 239	1 128 521	2 398 483
Hygiène du milieu	26	2 515 755	1 669 591	726 183	2 239 282
Santé et bien-être	27	134 615	244 804	25 233	124 813
Aménagement, urbanisme et développement	28	580 965	534 164	39 243	526 039
Loisirs et culture	29	2 663 900	2 672 719	416 532	2 849 800
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31	769 100	739 509		528 530
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 560 000	2 580 292	(2 580 292)	
	34	15 374 665	14 117 552		12 973 346
Excédent (déficit) lié aux activités	35	5 053 670	4 491 864		2 196 703

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	5 053 670	4 491 864	2 196 703
Moins : revenus d'investissement	2 (	7 686 820)(	5 954 586)(	3 075 561)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(2 633 150)	(1 462 722)	(878 858)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	2 560 000	2 580 292	2 393 026
Produit de cession	5		35 496	
(Gain) perte sur cession	6		(6 361)	34 008
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 560 000	2 609 427	2 427 034
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			18 916
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			18 916
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		15 896	27 378
	15		15 896	27 378
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	689 950)(	770 230)(	752 169)
	18	(689 950)	(770 230)	(752 169)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	253 095)(	321 510)(	502 197)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		4 746	
Excédent de fonctionnement affecté	21	489 000	592 669	426 880
Réserves financières et fonds réservés	22	527 195	(282 564)	(319 815)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(4 530)	37 526
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	763 100	(11 189)	(357 606)
	26	2 633 150	1 843 904	1 363 553
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		381 182	484 695

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	5 954 586	3 075 561
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(14 997)	(28 860)
Sécurité publique	3	(922 812)	(1 400)
Transport	4	(2 993 472)	(2 274 705)
Hygiène du milieu	5	(1 704 587)	(2 549 689)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	(3 207)
Loisirs et culture	8	(6 551 273)	(765 289)
Réseau d'électricité	9	()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	()	()
	11	(12 187 141)	(5 623 150)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	(440 492)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	(25 595)	(25 595)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 547 686	1 365 448
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	321 510	502 197
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	169 582	
Excédent de fonctionnement affecté	17		87 040
Réserves financières et fonds réservés	18	256 798	372 700
	19	747 890	961 937
	20	(6 357 652)	(3 321 360)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(403 066)	(245 799)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	3 876 330	3 572 507	3 402 009
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	687 880	640 839	602 324
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	172 520	162 502	66 792
Autres biens et services	8	5 587 525	4 481 543	4 729 726
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	539 790	504 121	317 130
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	229 310	223 510	211 400
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		11 878	
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 320 990	1 321 031	901 030
Transferts	15			
Autres	16	25 780	81 441	25 771
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	363 540	486 259	292 002
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	2 560 000	2 580 292	2 393 026
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Variation quote-part assurances	21.1		15 896	27 378
Mauvaises créances et réclamations	21.2	11 000	35 733	4 758
	22	15 374 665	14 117 552	12 973 346

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 547 009	1 797 569
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 171 999	1 283 354
Réserves financières et fonds réservés	3	1 224 457	1 198 691
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(32 997)	(37 526)
Financement des investissements en cours	5	(708 408)	(281 444)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	44 809 853	39 559 405
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	48 011 913	43 520 049
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 547 009	1 797 569
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 547 009	1 797 569
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre budgétaire	12.1	456 875	489 000
▪ Eau potable	12.2	245 812	268 982
▪ Développement domiciliaire	12.3	297 337	381 864
▪ Clinique médicale	12.4	30 000	
▪ Collecte sélective	12.5	30 027	31 560
▪ Pavage de rues	12.6	36 926	36 926
▪ Programme Action Famille Jeunesse	12.7	75 022	75 022
	13	1 171 999	1 283 354
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 171 999	1 283 354

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	17.1	790 305	642 398
	18	790 305	642 398
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	369 089	507 300
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	18 393	18 393
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	46 670	30 600
Autres			
▪	30.1		
	31	434 152	556 293
	32	1 224 457	1 198 691

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	32 997)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 (	32 997)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 ()(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	32 997)(
		37 526)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 47 376	157 604
Investissements à financer	65 (755 784)(	439 048)
	66 (708 408)	(281 444)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 57 686 860	48 109 146
Propriétés destinées à la revente	68 1 399 360	958 868
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 86 299	76 600
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 59 172 519	49 144 614
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 59 172 519	49 144 614
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (19 968 374)(	15 662 020)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (126 426)(	112 180)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 5 732 134	6 188 991
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (14 362 666)(	9 585 209)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (14 362 666)(	9 585 209)
	83 44 809 853	39 559 405

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
REER collectif			

La Ville de Princeville contribue à un REER collectif pour les cadres à 7 % du salaire brut régulier et l'employé contribue à 5 % du salaire brut régulier. La participation de la ville peut être de 8,5 % si l'employé cadre augmente sa participation à 8,5 % au lieu de 5 %.

Tout employé affecté à la garde, la fin de semaine, reçoit une indemnité de 130 \$ par jour qui est versée, par défaut, à son REER collectif. Toutefois, si le salarié préfère se faire verser cette indemnité sous forme de salaire, il doit en faire la demande à l'employeur en début d'année.

La Ville de Princeville contribue à un REER collectif pour les salariés admissibles administratifs de 5,5 % du salaire brut régulier ou à 6 % du salaire brut régulier si le salarié contribue pour 6 %. De plus, la Ville de Princeville contribue à un REER collectif pour les salariés admissibles de la voirie et des loisirs à 5,5 % du salaire brut régulier ou à 6 % du salaire brut régulier si le salarié contribue pour 6 % plus 40 \$ par semaine.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	174 849	164 101
Autres régimes	115		
	116	174 849	164 101

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	2 934	3 775
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	9 888	12 722
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 143	5 242
	121	15 031	17 964

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 979 600	7 973 126	7 531 660
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	7 979 600	7 973 126	7 531 660
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	562 050	578 030	490 249
Égout	13	431 960	430 436	404 237
Traitement des eaux usées	14	26 000	19 163	24 455
Matières résiduelles	15	564 590	570 286	607 433
Autres				
▪ Cours d'eau	16.1	105 520	54 953	
Centres d'urgence 9-1-1	17	35 000	36 121	31 982
Service de la dette	18	27 600	27 482	22 020
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	137 965	137 832	108 290
Activités d'investissement	21			
	22	1 890 685	1 854 303	1 688 666
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 890 685	1 854 303	1 688 666
	27	9 870 285	9 827 429	9 220 326

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	205	203	198
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	12 960	12 916	12 582
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	69 120	68 874	61 539
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	82 285	81 993	74 319
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	3 650	3 650	3 500
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	1 650	1 653	1 490
Taxes d'affaires	38			
	39	5 300	5 303	4 990
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	4 475	4 475	4 475
	42	4 475	4 475	4 475
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	92 060	91 771	83 784

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	57 750	63 554	52 447
Sécurité civile	51	1 600	1 600	1 600
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	243 215	211 936	235 378
Enlèvement de la neige	54	59 000	59 022	59 030
Autres	55	1 000		1 685
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	10 085	12 678	6 010
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	47 405	61 756	40 385
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	20 000		15 154
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu				
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique				
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives				
Bibliothèques	84	22 855	18 934	24 320
Activités culturelles				
Autres	85	5 000	5 937	6 859
Réseau d'électricité				
	86			
	87	489 285	465 720	448 216

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	3 235 520	1 386 284
Enlèvement de la neige	95		1 095 218
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105	474 615	452 742
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107	791 020	1 207 313
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu				
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique				
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	3 089 000	2 884 278	456 386
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126	96 665		
Réseau d'électricité				
	127			
	128	7 686 820	5 930 617	2 860 511

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130	46 595	46 506	27 049
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	239 000	255 127	265 240
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	334 090	334 087	101 744
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		24 936	
	139	619 685	660 656	394 033
TOTAL DES TRANSFERTS	140	8 795 790	7 056 993	3 702 760

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141	1 000	2 908	2 036
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	1 000	2 908	2 036
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	230 000	220 143	257 959
Sécurité civile	148	2 500	2 022	4 522
Autres	149			
	150	232 500	222 165	262 481
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		
	233 500	225 073	264 517

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	19 700	16 454	18 648
	188	19 700	16 454	18 648
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	9 920	10 561	9 229
Sécurité civile				
Autres	193			
	194	9 920	10 561	9 229
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	7 000	12 371	7 095
Enlèvement de la neige	196	133 000	134 847	137 855
Autres	197	460	974	519
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	140 460	148 192	145 469
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205	3 000	6 854	4 416
Réseaux d'égout	206			
	207	7 000	15 992	5 813
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	10 000	22 846	10 229

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	43 670	43 671	43 015
	219	43 670	43 671	43 015
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	20 280	20 281	19 884
Autres	223			
	224	20 280	20 281	19 884
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	472 670	541 002	538 422
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	1 200	3 059	1 989
Autres	227	21 700	13 202	19 991
	228	495 570	557 263	560 402
Réseau d'électricité				
	229			
	230	739 600	819 268	806 876
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	973 100	1 044 341	1 071 393

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	17 000	19 124	23 160
Droits de mutation immobilière	233	335 000	252 080	363 689
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	352 000	271 204	386 849
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	156 400	115 023	146 182
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	163 000	114 982	211 107
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	25 200	49 808	37 422
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		6 361	(34 008)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			95 474
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			93 176
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	30 000	23 969	106 092
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	500	7 535	49 492
	250	30 500	37 865	310 226
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	332 585	315 942	5 617	321 559	331 637
Greffe et application de la loi	2	408 135	377 637	8 971	386 608	339 185
Gestion financière et administrative	3	769 350	754 546	6 014	760 560	669 837
Évaluation	4	242 200	242 079		242 079	218 162
Gestion du personnel	5	210 145	170 134	1 420	171 554	192 829
Autres						
▪ Autres services	6.1	544 490	480 485	21 145	501 630	492 648
	7	2 506 905	2 340 823	43 167	2 383 990	2 244 298
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	929 790	930 508		930 508	869 053
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9	44 455	31 545		31 545	39 033
Autres	10	892 345	844 693	195 510	1 040 203	1 039 793
Sécurité civile	11	63 065	37 674	5 903	43 577	56 086
Autres	12	103 200	97 991		97 991	58 136
	13	2 032 855	1 942 411	201 413	2 143 824	2 062 101
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	588 425	512 488	1 071 609	1 584 097	1 452 379
Enlèvement de la neige	15	763 275	638 736	42 392	681 128	692 737
Éclairage des rues	16	42 600	45 899	12 946	58 845	53 999
Circulation et stationnement	17	75 205	55 052	1 574	56 626	69 513
Transport collectif						
Transport en commun	18	141 065	141 064		141 064	129 855
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 610 570	1 393 239	1 128 521	2 521 760	2 398 483

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	234 095	307 351	46 307	353 658	239 044
Réseau de distribution de l'eau potable	24	255 875	187 552	153 314	340 866	351 462
Traitement des eaux usées	25	968 460	215 756	170 514	386 270	386 163
Réseaux d'égout	26	160 900	121 586	356 048	477 634	484 453
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	203 445	188 774		188 774	189 330
Élimination	28	191 000	181 385		181 385	177 169
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	25 130	136 447		136 447	165 352
Tri et conditionnement	30		115 581		115 581	80 150
Matières organiques						
Collecte et transport	31	51 000	59 958		59 958	54 300
Traitement	32					
Matériaux secs	33	18 500	21 544		21 544	18 687
Autres	34	15 000	23 833		23 833	16 100
Plan de gestion	35	262 700	31 535		31 535	44 723
Autres	36					4 000
Cours d'eau	37	127 550	76 852		76 852	26 757
Protection de l'environnement	38	2 100	1 437		1 437	1 592
Autres	39					
	40	2 515 755	1 669 591	726 183	2 395 774	2 239 282
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	26 780	25 778		25 778	25 771
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	107 835	219 026	25 233	244 259	99 042
	45	134 615	244 804	25 233	270 037	124 813

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	335 150	294 768	3 096	297 864	298 635
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	157 285	153 564	35 398	188 962	201 197
Tourisme	50		70 552		70 552	
Autres	51					18 917
Autres	52	88 530	15 280	749	16 029	7 290
	53	580 965	534 164	39 243	573 407	526 039
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	72 595	66 639	15 427	82 066	85 249
Patinoires intérieures et extérieures	55	734 295	849 128	113 152	962 280	923 238
Piscines, plages et ports de plaisance	56	104 295	104 294		104 294	83 553
Parcs et terrains de jeux	57	1 148 830	1 042 696	248 228	1 290 924	1 193 308
Parcs régionaux	58	40 520	40 576		40 576	63 250
Expositions et foires	59	13 500	13 212		13 212	15 950
Autres	60	11 500	14 373		14 373	17 683
	61	2 125 535	2 130 918	376 807	2 507 725	2 382 231
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	54 645	56 400	8 535	64 935	62 379
Bibliothèques	63	328 915	347 573	31 190	378 763	250 221
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	154 805	137 828		137 828	154 969
	67	538 365	541 801	39 725	581 526	467 569
	68	2 663 900	2 672 719	416 532	3 089 251	2 849 800

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	739 670	699 104		699 104	501 713	
Autres frais	71	29 430	28 527		28 527	26 817	
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73		11 878		11 878		
	74	769 100	739 509		739 509	528 530	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	2 560 000	2 580 292 (	2 580 292)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	611 541	609 801
Usines de traitement de l'eau potable	2		197 772
Usines et bassins d'épuration	3	18 002	
Conduites d'égout	4	1 033 369	1 623 303
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 669 943	1 994 206
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	13 559	
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	69 880	267 244
Autres infrastructures	11	2 625	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	312 582	60 074
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 343 055	484 600
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	992 774	372 706
Ameublement et équipement de bureau	18	15 505	13 444
Machinerie, outillage et équipement divers	19	104 306	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	12 187 141	5 623 150

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	611 541	551 481
Usines de traitement de l'eau potable	2		197 772
Usines et bassins d'épuration	3	18 002	
Conduites d'égout	4	1 033 369	1 467 784
Autres infrastructures	5	2 756 007	2 086 491
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		58 320
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		155 519
Autres infrastructures	10		174 959
Autres immobilisations corporelles	11	7 768 222	930 824
	12	12 187 141	5 623 150

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	18 393			18 393
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	240 700		13 500	227 200
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	9 326 116	5 547 686	756 729	14 117 073
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 585 209	5 547 686	770 229	14 362 666
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 188 991	121 114	577 971	5 732 134
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 188 991	121 114	577 971	5 732 134
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 188 991	121 114	577 971	5 732 134
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 188 991	121 114	577 971	5 732 134
	19	15 774 200	5 668 800	1 348 200	20 094 800
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	15 774 200	5 668 800	1 348 200	20 094 800

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	20 094 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	755 784
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	18 393
Débiteurs	8	5 732 134
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	15 100 057
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	15 100 057
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	1 287 399
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	16 387 456
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	16 387 456
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	241 100	241 098	217 145
Autres	3	232 210	232 208	156 554
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	4 865	4 864	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	141 065	141 064	129 854
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	262 700	262 697	44 723
Cours d'eau	13	19 930	19 929	23 963
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	112 170	112 170	98 638
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	139 705	131 355	67 252
Autres	21		8 347	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	144 815	144 871	146 803
Activités culturelles	23	22 430	22 428	16 098
Réseau d'électricité	24			
	25	1 320 990	1 321 031	901 030

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		6 981
Charges sociales	2		1 379
Biens et services	3	12 107 431	5 614 790
Frais de financement	4	79 710	
Autres	5		
	6	12 187 141	5 623 150

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	9,30	32,50	16 465,00	941 698	168 287	1 109 985
Professionnels	2	3,70	35,00	6 125,00	257 949	55 702	313 651
Cols blancs	3	14,50	32,50	25 321,00	776 637	137 276	913 913
Cols bleus	4	16,40	40,00	34 720,00	1 116 969	213 022	1 329 991
Policiers	5						
Pompiers	6	3,50	35,00	6 336,00	309 804	39 291	349 095
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	47,40		88 967,00	3 403 057	613 578	4 016 635
Élus	9	7,00			169 450	27 261	196 711
	10	54,40			3 572 507	640 839	4 213 346

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	12 678	452 742			465 420
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	61 756	1 207 313			1 269 069
Autres	6	1 031 302	2 826 259	1 436 334	28 609	5 322 504
	7	1 105 736	4 486 314	1 436 334	28 609	7 056 993

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	152 454	100 878
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	152 454	100 878
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	265 481	214 469
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13	1 283	956
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	266 764	215 425
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	12 628	6 513
Réseau de distribution de l'eau potable	18	33 489	18 674
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	89 718	49 235
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	135 835	74 422
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	5 021	5 393
	32	5 021	5 393
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	9 351	3 937
Autres	36	20 815	21 648
	37	30 166	25 585
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	149 269	106 827
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	149 269	106 827
Réseau d'électricité			
	42		
	43	739 509	528 530

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Gilles Fortier	1.1 Maire	36 601	18 300	27 058	1 122
Laurier Chagnon	1.2 Conseiller	12 201	6 100	3 318	1 659
Claude Coté	1.3 Conseiller	12 201	6 100		
Martine Lampron	1.4 Conseiller	12 201	6 100		
Serge Bizier	1.5 Conseiller	12 201	6 100		
Denis Beauvillier	1.6 Conseiller	12 201	6 100		
Jean-Robert Tremblay	1.7 Conseiller	12 201	6 100		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	700 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 44
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 45 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 46
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024
- 47 _____ 3 688 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 49 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).
- 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024
- 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 177 066 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 349 906 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 15 817 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 89 629 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ 1 013 \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ 5 741 \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 1 711 \$
 - Abords de routes 77 _____ 15 533 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 129 444 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 479 350 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 25-04-124

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-04-14

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 21-03-060

b) Date d'adoption de la résolution 86 2021-03-08

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 1

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 1

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 284

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 142

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-09

Nom du signataire : Fatoumata Kaboré

Fonction du signataire : Directrice des Finances et Trésorière

Date de transmission au Ministère : 2025-06-10

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-10 09:37

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	12 741 515	12 654 830	12 094 488
Investissement	2	7 686 820	5 954 586	3 075 561
	3	20 428 335	18 609 416	15 170 049
Charges				
	4	15 374 665	14 117 552	12 973 346
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	5 053 670	4 491 864	2 196 703
Moins : revenus d'investissement	6 (	7 686 820)(	5 954 586)(	3 075 561)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(2 633 150)	(1 462 722)	(878 858)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 560 000	2 580 292	2 393 026
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	689 950)(	770 230)(	752 169)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	253 095)(	321 510)(	502 197)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 016 195	310 321	144 591
Autres éléments de conciliation	13		45 031	80 302
	14	2 633 150	1 843 904	1 363 553
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		381 182	484 695

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 640 048	2 098 826
Débiteurs	2	12 626 996	9 717 626
Prêts	3		
Placements de portefeuille	4	86 299	76 600
Autres	5	51 425	
	6	15 404 768	11 893 052
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8	3 438 474	
Créditeurs et charges à payer	9	2 977 829	1 835 014
Revenus reportés	10	268 074	148 369
Dettes à long terme	11	19 968 374	15 662 020
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	38 652	37 526
	14	26 691 403	17 682 929
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(11 286 635)	(5 789 877)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	57 686 860	48 109 146
Autres	17	1 611 688	1 200 780
	18	59 298 548	49 309 926
Excédent (déficit) accumulé	19	48 011 913	43 520 049

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 547 009	1 797 569
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Équilibre budgétaire	2.1	456 875	489 000
▪ Eau potable	2.2	245 812	268 982
▪ Développement domiciliaire	2.3	297 337	381 864
▪ Clinique médicale	2.4	30 000	
▪ Collecte sélective	2.5	30 027	31 560
▪ Pavage de rues	2.6	36 926	36 926
▪ Programme Action Famille Jeunesse	2.7	75 022	75 022
	3	1 171 999	1 283 354
Réserves financières			
▪ Vidange des boues	4.1	790 305	642 398
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	369 089	507 300
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	18 393	18 393
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	46 670	30 600
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(32 997)	(37 526)
Financement des investissements en cours	12	(708 408)	(281 444)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	44 809 853	39 559 405
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	48 011 913	43 520 049

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	15 100 057
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	16 387 456

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	18 393	18 393
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	14 117 073	9 326 116
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	227 200	240 700
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	5 732 134	6 188 991
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	20 094 800	15 774 200

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	12	9 870 285	9 827 429	9 220 326
Compensations tenant lieu de taxes	13	92 060	91 771	83 784
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 108 970	1 126 376	842 249
Services rendus	16	973 100	1 044 341	1 071 393
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	671 400	501 209	744 138
Autres	18	25 700	63 704	132 598
	19	12 741 515	12 654 830	12 094 488
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22	7 686 820	5 930 617	2 860 511
Autres	23		23 969	215 050
	24	7 686 820	5 954 586	3 075 561
	25	20 428 335	18 609 416	15 170 049

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale	1	2 506 905	2 340 823	43 167		2 383 990	2 244 298
Sécurité publique							
Police	2	929 790	930 508			930 508	869 053
Sécurité incendie	3	936 800	876 238	195 510		1 071 748	1 078 826
Autres	4	166 265	135 665	5 903		141 568	114 222
Transport							
Réseau routier	5	1 469 505	1 252 175	1 128 521		2 380 696	2 268 628
Transport collectif	6	141 065	141 064			141 064	129 855
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	1 619 330	832 245	726 183		1 558 428	1 461 122
Matières résiduelles	9	766 775	759 057			759 057	749 811
Autres	10	129 650	78 289			78 289	28 349
Santé et bien-être	11	134 615	244 804	25 233		270 037	124 813
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	335 150	294 768	3 096		297 864	298 635
Promotion et développement économique	13	157 285	224 116	35 398		259 514	220 114
Autres	14	88 530	15 280	749		16 029	7 290
Loisirs et culture	15	2 663 900	2 672 719	416 532		3 089 251	2 849 800
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	769 100	739 509			739 509	528 530
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	12 814 665	11 537 260	2 580 292		14 117 552	12 973 346
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 560 000	2 580 292 (	2 580 292)			
	21	15 374 665	14 117 552			14 117 552	12 973 346

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	5 954 586	3 075 561
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	12 187 141)(	5 623 150)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	466 087)(	25 595)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	5 547 686	1 365 448
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	321 510	502 197
Excédent accumulé	6	426 380	459 740
	7	(6 357 652)	(3 321 360)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(403 066)	(245 799)

Extrait du rapport financier, page S14